

**Assemblée générale**

Distr. générale  
6 octobre 2015  
Français  
Original : anglais

**Soixante-dixième session**

Point 113 e) de l'ordre du jour

**Élections aux sièges devenus vacants  
dans les organes subsidiaires et autres  
élections : élection de dix-huit membres  
du Conseil des droits de l'homme**

**Lettre datée du 5 octobre 2015, adressée au Président  
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent  
de la Mongolie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de présenter la candidature de la Mongolie au Conseil des droits de l'homme et les engagements pris volontairement par la Mongolie conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire publier et distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, au titre du point 113 e) de l'ordre du jour.

(Signé) Sukhbold Sukhee



**Annexe à la lettre datée du 5 octobre 2015 adressée  
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant  
permanent de la Mongolie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Candidature de la Mongolie au Conseil des droits  
de l'homme, 2016-2018**

Le 9 janvier 2012, la Mongolie a présenté sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2016-2018 en tant que premier candidat de l'Asie et du Pacifique.

- En tant que pays attaché à l'objectif 9 du Millénaire pour le développement qu'est la promotion des droits de l'homme et de la gouvernance démocratique, la Mongolie considère que les droits de l'homme occupent une importance primordiale dans la planification du développement et que les droits de l'homme, l'état de droit et la démocratie sont interdépendants et complémentaires. En Mongolie, de nombreuses lois inspirées de la Constitution protègent les droits de l'homme, notamment les droits à la vie, à la liberté et à la sûreté, à l'éducation et à la culture, à la santé et au respect de la vie privée, ainsi que les libertés de religion, d'expression, de réunion, de manifestation pacifique et de circulation.
- La Mongolie a ratifié et mis en application plus de 30 instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont les principales conventions, démontrant par là son ferme attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme et au renforcement du système international des droits de l'homme. La Mongolie est partie à 15 conventions de l'Organisation internationale du Travail et aux quatre Conventions de Genève relatives au droit international humanitaire.

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1969)	Signature : 1966 Ratification/adhésion : 1969
Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1976)	Signature : 1968 Ratification/adhésion : 1974
Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1976)	Ratification/adhésion : 1991
Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort (1991)	Ratification/adhésion : 2012
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1976)	Signature : 1968 Ratification/adhésion : 1974
Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (2013)	Signature : 2009 Ratification/adhésion : 2010

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1981)	Signature : 1980 Ratification/adhésion : 1981
Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2000)	Signature : 2000 Ratification/adhésion : 2002
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1987)	Ratification/adhésion : 2002
Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2006)	Signature : 2013 Ratification/adhésion : 2015
Convention relative aux droits de l'enfant (1990)	Signature : 1990 Ratification/adhésion : 1990
Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (2002)	Signature : 2001 Ratification/adhésion : 2004
Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (2002)	Signature : 2001 Ratification/adhésion : 2003
Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (2014)	Signature : 2013 Ratification/adhésion : 2015
Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (2010)	Signature : 2007 Ratification/adhésion : 2015
Convention relative aux droits des personnes handicapées (2008)	Ratification/adhésion : 2009
Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées (2008)	Ratification/adhésion : 2009
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Mongolie a ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en 2014, et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications en 2015. Elle a aussi ratifié la Convention de 1995 sur la sécurité et la santé dans les mines (n° 176) de l'Organisation internationale du Travail en 2015, étant consciente de la nécessité d'améliorer la situation en matière des droits de l'homme dans le secteur privé, surtout l'industrie minière.</li> </ul>	

Auparavant en 2012, la Mongolie a ratifié le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.

- La Mongolie a toujours soutenu les travaux des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et dès 2004, elle leur a adressé à tous une invitation permanente. Depuis lors, elle a reçu la visite de huit rapporteurs spéciaux, dont les Rapporteurs spéciaux sur le droit à l'alimentation, sur le droit à l'éducation, sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, ainsi que du Groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'homme. La Mongolie se félicite de l'élargissement des mandats des rapporteurs spéciaux et se tient prête à coopérer avec eux, à donner suite à leurs recommandations et à leur communiquer des informations à ce sujet.
- La Mongolie s'emploie de bonne foi à présenter ponctuellement son rapport national au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme aux fins de l'examen périodique universel, ainsi que les rapports périodiques prescrits dans les traités relatifs aux droits de l'homme aux organes de surveillance compétents.

Sachant le rôle unique joué par le mécanisme d'examen périodique universel, la Mongolie signale que son rapport national présenté au titre du deuxième cycle d'examen a été examiné en mai 2015 et a reçu surtout des observations favorables. Elle entend s'employer sans réserve à appliquer les recommandations formulées à l'issue de cet examen sur les points suivants :

1. Abolition de la peine de mort;
2. Mesures contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants;
3. Protection des droits et des intérêts des groupes vulnérables, y compris les enfants, les femmes, les personnes âgées et les handicapés;
4. Renforcement de la participation des femmes aux processus décisionnels;
5. Lutte contre la violence au foyer;
6. Protection des droits de l'enfant;
7. Lutte contre la traite des êtres humains;
8. Promotion du respect du droit à la liberté d'expression;
9. Adhésion aux traités internationaux et incorporation de leurs dispositions dans la législation nationale, et établissement de meilleurs rapports sur l'application de ces traités;
10. Renforcement du mandat de la Commission nationale des droits de l'homme;
11. Organisation d'activités de formation sur l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et autres instruments.

La société civile est abondamment consultée lors de l'élaboration des rapports. La Mongolie estime que la consultation effective de toutes les composantes de la

société civile est indispensable à ce processus et qu'elle constitue un objectif commun à réaliser en coopération avec la société civile.

- Depuis 2013, la Mongolie verse des contributions financières volontaires au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.
- La Mongolie procède actuellement à de nombreuses réformes juridiques en vue de mettre ses lois en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Ce processus ouvert, auquel est activement associée la société civile, consiste à mettre en place les mécanismes nationaux nécessaires, à adopter les programmes pertinents et à renforcer les capacités institutionnelles.
- En 2001, la Mongolie a établi la Commission nationale des droits de l'homme, organe indépendant, conformément aux Principes de Paris. La Commission est chargée de veiller au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et à l'application des lois nationales et des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, à exiger le rétablissement des droits dont les personnes ont été lésées et à faire des recommandations aux autorités de l'État. Elle a été accréditée avec le statut A auprès du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle a également été admise à la qualité de membre de plein droit du Forum Asie-Pacifique des institutions nationales de protection des droits de l'homme en 2001, et a animé, le 26 août 2015, la vingtième réunion générale annuelle du Forum et la troisième conférence biennale sur la prévention de la torture et la protection des droits et de la dignité des détenus. Elle présente des rapports annuels sur la situation des droits de l'homme dans le pays au Parlement aux fins d'examen et de décision. Ayant réexaminé le programme d'action national de 2003 en faveur des droits de l'homme, le Gouvernement s'emploie actuellement à élaborer un nouveau programme d'action qui tienne compte des nouveaux problèmes touchant la promotion et la protection des droits de l'homme.
- La Mongolie a présidé la Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies de 2003 à 2006 et la Communauté des démocraties de 2011 à 2013.

#### **Engagements pris volontairement conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale**

##### **1. Au niveau international**

- La Mongolie souscrit aux principes de non-sélectivité, d'universalité et d'indivisibilité des droits de l'homme et œuvrera au plein exercice des droits de l'homme, y compris des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et du droit au développement.
- La Mongolie continuera de soutenir le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et d'appuyer les activités menées par le Haut-Commissariat en vue de renforcer les capacités institutionnelles et d'améliorer les compétences des pays qui en ont besoin. Elle soutiendra aussi l'indépendance du Haut-Commissariat et fera des contributions financières volontaires à ses activités.

- La Mongolie contribuera à l'exécution intégrale du mandat du Conseil des droits de l'homme, notamment en renforçant ses moyens de manière qu'il puisse s'attaquer vraiment et efficacement aux violations flagrantes des droits de l'homme. La Mongolie estime que le Conseil devrait être une plateforme permettant de rendre les échanges plus ouverts et constructifs et de renforcer la coopération internationale sur les questions relatives aux droits de l'homme de manière à avoir une incidence concrète sur les politiques nationales.
- Étant donné le rôle primordial que joue le Conseil des droits de l'homme dans la promotion de l'universalité et de l'indivisibilité des droits de l'homme, la Mongolie s'emploiera à renforcer la non-discrimination, l'égalité entre les sexes et l'autonomie des femmes et le respect des droits des personnes handicapées, à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des enfants, à combattre le trafic des êtres humains sous toutes ses formes, à protéger la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de religion et de conviction et la liberté de réunion et d'association et à renforcer la protection des défenseurs des droits de l'homme.
- La Mongolie continuera de soutenir l'élargissement des mandats relevant des procédures spéciales du Conseil et l'examen périodique universel, et notamment l'amélioration des méthodes de travail du Conseil et du Groupe de travail sur l'examen périodique universel. Elle œuvrera à l'adoption par consensus de mesures concrètes visant à mettre fin aux représailles contre ceux qui coopèrent avec les Nations Unies.
- La Mongolie étudiera la possibilité de ratifier les amendements de Kampala au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et de faire une déclaration en vertu de l'article 22 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle réfléchira à l'adhésion à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.
- La Mongolie soutiendra l'action menée au niveau international en vue d'élaborer un instrument juridiquement contraignant destiné à réglementer, en droit international des droits de l'homme, les activités des sociétés transnationales et d'autres entreprises.

## **2. Au niveau national**

- La Mongolie continuera d'honorer toutes les obligations internationales relatives aux droits de l'homme qui lui sont applicables et renforcera la promotion et la protection des droits de l'homme à l'échelle nationale en collaborant davantage avec toutes les parties prenantes.
- La Mongolie continuera de soumettre ponctuellement ses rapports au titre de l'examen périodique universel et d'autres rapports nationaux aux organes de surveillance des traités, et mettra en place un mécanisme qui veillera à l'application efficace des recommandations issues de l'examen périodique universel ou formulées par les organes de surveillance des traités et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.
- La réforme juridique en cours couvre de nombreux droits au regard de la justice et de la défense, y compris les droits des suspects, des accusés, des défendeurs, des avocats, des victimes et des témoins. De nouvelles lois ont été

récemment adoptées sur la protection des témoins et des victimes, l'octroi d'une aide judiciaire aux personnes sans ressources et la police judiciaire, tandis que la loi sur la police a été révisée pour être conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme. Les projets de nouveaux code pénale et code de procédure pénale et les projets de loi relatifs aux infractions, aux enquêtes et à la répression contenant des dispositions en matière de déontologie sont actuellement examinés par le Gouvernement.

- La Mongolie renforcera l'action qu'elle mène actuellement en vue de promouvoir l'éducation sur les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, y compris dans les zones rurales, adoptera des mesures visant à garantir la protection des droits de l'enfant, des personnes âgées et des personnes handicapées et à lutter contre la violence et la discrimination à l'égard des femmes, et intensifiera la lutte contre le trafic de personnes. Elle adoptera des mesures visant à protéger les droits des nomades en matière d'occupation des sols et d'exploitation des ressources naturelles traditionnelles et à mettre en place un cadre juridique garantissant la protection des défenseurs des droits de l'homme.
- La Mongolie redoublera d'efforts pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et préparer la mise en œuvre d'un programme national de développement partagé pour l'après-2015.
- La Mongolie attache une grande importance à la participation de la population qu'elle considère comme un élément clef des droits de l'homme et de la démocratie; c'est pourquoi si elle est élue, elle collaborera étroitement avec les organisations de la société civile nationale dans le cadre de sa participation aux délibérations du Conseil.

### 3. Conclusion

Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la justice et de l'égalité est au cœur des politiques poursuivies par le Gouvernement mongol. Ayant fait l'expérience d'une transition simultanée à la démocratie et à l'économie de marché et réalisé d'importants progrès, la Mongolie croit fermement qu'en tant que membre du Conseil des droits de l'homme, elle aura beaucoup à apporter et à partager avec les États Membres dans notre quête commune du respect des droits de l'homme partout dans le monde. C'est dans cette optique que la Mongolie sollicite le soutien précieux des États Membres.